



RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU TROISIÈME TRIMESTRE ET DES NEUF PREMIERS MOIS 2014

Chers actionnaires,

Vous trouverez ci-dessous le rapport sur l'activité et les comptes consolidés du Groupe Lectra pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois 2014, clos le 30 septembre, qui n'ont pas fait l'objet d'un examen par les Commissaires aux comptes.

Les comparaisons détaillées entre 2014 et 2013 sont données, sauf indication contraire, aux cours de change 2013 (« données comparables »).

1. SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ DU TROISIÈME TRIMESTRE 2014

Si le dollar, avec une parité moyenne de \$ 1,33 / € 1, est resté quasiment stable par rapport au troisième trimestre 2013 (\$ 1,32 / € 1), il s'est fortement apprécié en septembre (+ 3 % par rapport à septembre 2013), mois du trimestre où la facturation a été la plus importante. Cette évolution et celle des autres devises a eu pour effet mécanique global d'augmenter de € 0,1 million (+ 0,2 %) le chiffre d'affaires et de € 0,2 million (+ 3 %) le résultat opérationnel dans les chiffres exprimés à données réelles par rapport à ceux établis à données comparables.

Croissance des commandes de nouveaux systèmes

Les commandes de nouveaux systèmes se sont élevées à € 23,7 millions ; elles étaient respectivement de € 19,0 millions et € 24,8 millions aux premier et deuxième trimestres 2014.

Elles augmentent de € 0,9 million (+ 4 %) par rapport au troisième trimestre 2013, qui avait été le plus élevé de l'année.

Les nouvelles licences de logiciels (€ 5,7 millions) progressent de 26 %, les équipements de CFAO (€ 14,7 millions) diminuent de 4 %, la formation et le conseil (€ 2,7 millions) sont en hausse de 13 %.

Progression du chiffre d'affaires, du résultat opérationnel et du résultat net

Le chiffre d'affaires s'élève à € 53,8 millions, en croissance de 6 % (+ 6 % à données réelles).

Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes (€ 23,3 millions) progresse de € 2,0 millions (+ 9 %).

Les revenus récurrents (€ 30,5 millions) augmentent de € 0,9 million (+ 3 %), résultant d'une hausse de 3 % du chiffre d'affaires des contrats récurrents comme de celui des pièces détachées et consommables.

Le résultat opérationnel atteint € 7,3 millions, en augmentation de € 1,0 million (+ 17 %), malgré le poids croissant des investissements d'avenir. La marge opérationnelle (13,5 %) progresse de 1,3 point.

A données réelles, le résultat opérationnel est en hausse de € 1,2 million (+ 20 %), la marge opérationnelle de 1,6 point.

Il convient de rappeler que, chaque année, le résultat opérationnel du troisième trimestre bénéficie de la réduction naturelle des frais généraux pendant les mois de congés d'été.

Le résultat net s'établit à € 5,1 millions, en hausse de € 0,8 million (+ 20 %) à données réelles.

Le cash-flow libre s'élève à € 2,7 millions (€ 1,9 million au troisième trimestre 2013).

Avancement du plan de transformation de l'entreprise

Dans son rapport annuel 2013, la société a rappelé, dans son intégralité, sa feuille de route stratégique 2013-2016, ainsi que son plan de transformation et d'investissements d'avenir de € 50 millions lancé fin 2011, et rendu compte de son premier rapport d'étape.

Ces investissements sont entièrement passés en charges, alors que leur bénéfice ne se fera sentir que progressivement.

2. COMPTES CONSOLIDÉS DES NEUF PREMIERS MOIS DE 2014

Avec une parité moyenne de \$ 1,36 / € 1, le dollar s'est déprécié de près de 3 % par rapport aux neuf premiers mois de 2013 (\$ 1,32 / € 1). D'autres devises, en particulier celles de pays émergents (livre turque, réal brésilien, roupie indienne, peso mexicain...), ont enregistré des baisses plus importantes face à l'euro. Au total, l'évolution des parités de change a eu pour effet mécanique de diminuer de € 2,7 millions (- 2 %) le chiffre d'affaires et de € 1,1 million (- 8 %) le résultat opérationnel dans les chiffres exprimés à données réelles par rapport à ceux établis à données comparables.

Le plan de marche correspondant à l'objectif minimum de la société, communiqué le 11 février 2014, anticipait pour les neuf premiers mois un chiffre d'affaires de € 157 millions et un résultat opérationnel de € 12,4 millions (sur la base des parités de change arrêtées au 1^{er} février, notamment \$ 1,35 / € 1).

Si, à données réelles, le chiffre d'affaires des neuf premiers mois (€ 153,9 millions) est en retard de € 3,1 millions (- 2 %) sur ce plan – du fait du faible niveau des commandes de nouveaux systèmes au premier trimestre –, le résultat opérationnel (€ 13,4 millions) est en avance de € 1,0 million, grâce à un mix des ventes plus favorable, de meilleures marges et des frais généraux moins élevés que prévu.

Commandes de nouveaux systèmes

Au total, les commandes de nouveaux systèmes s'élèvent à € 67,5 millions, en progression de € 5,5 millions (+ 9 %) par rapport aux neuf premiers mois de 2013 : + 13 % pour les nouvelles licences de logiciels, + 1 % pour les équipements de CFAO, + 45 % pour la formation et le conseil.

Géographiquement, la situation est très contrastée : les commandes sont en hausse de 31 % en Europe et de 17 % en Asie-Pacifique ; elles diminuent de 21 % dans les Amériques et de 9 % dans les pays du reste du monde (Afrique du Nord, Afrique du Sud, Turquie, Moyen-Orient...).

Les commandes augmentent de 16 % dans la mode et l'habillement et sont stables dans l'automobile. Elles reculent de 26 % dans l'ameublement et progressent de 53 % dans les autres industries. Ces marchés ont représenté respectivement 52 %, 37 %, 4 % et 7 % du montant total des commandes.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires s'établit à € 153,9 millions, en augmentation de 4 % par rapport aux neuf premiers mois de 2013 (+ 3 % à données réelles).

Il croît de 21 % en Asie-Pacifique et de 6 % en Europe, mais diminue de 8 % dans les Amériques. Ces trois régions ont représenté respectivement 24 %, 46 % (dont 8 % pour la France) et 24 % du

chiffre d'affaires global. Le chiffre d'affaires des pays du reste du monde (6 % du chiffre d'affaires du Groupe) est en retrait de 9 %.

En 2013, ces régions avaient représenté respectivement 21 %, 44 % (dont 8 % pour la France), 28 % et 7 % du chiffre d'affaires global.

Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Le chiffre d'affaires des nouvelles licences de logiciels (€ 15,9 millions) progresse de € 1,1 million (+ 7 %). Il contribue à hauteur de 10 % au chiffre d'affaires global, comme en 2013.

Les équipements de CFAO (€ 38,8 millions) sont stables et représentent 25 % du chiffre d'affaires global (26 % en 2013).

Le chiffre d'affaires de la formation et du conseil (€ 7,7 millions) augmente de 28 % et représente 5 % du chiffre d'affaires global (4 % en 2013).

Au total, le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes (€ 64,0 millions) est en croissance de € 3,3 millions (+ 5 %). Il contribue à hauteur de 42 % au chiffre d'affaires global (41 % en 2013).

Chiffre d'affaires des contrats récurrents, pièces détachées et consommables

Les revenus récurrents (€ 89,9 millions) augmentent de € 3,3 millions (+ 4 %). Ils représentent 58 % du chiffre d'affaires global (59 % en 2013).

Le chiffre d'affaires des contrats récurrents – qui contribue à 59 % des revenus récurrents et à 34 % du chiffre d'affaires global – s'élève à € 52,7 millions. Il progresse de 4 % :

- les contrats d'évolution et de services en ligne des logiciels (€ 30,8 millions), en hausse de 4 % par rapport à 2013, représentent 20 % du chiffre d'affaires global ;
- les contrats de maintenance et de services en ligne des équipements de CFAO (€ 21,9 millions), en croissance de 3 %, représentent 15 % du chiffre d'affaires global.

Parallèlement, le chiffre d'affaires des pièces détachées et consommables (€ 37,2 millions) progresse de 4 % et représente 24 % du chiffre d'affaires global, comme en 2013.

Carnet de commandes

Le carnet de commandes des nouveaux systèmes au 30 septembre 2014 (€ 17,2 millions) augmente, à données réelles, de € 4,0 millions par rapport au 31 décembre 2013 et de € 0,9 million par rapport au 30 juin 2014.

Il comprend € 12,0 millions de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO, dont € 11,6 millions livrables au quatrième trimestre 2014, et € 5,2 millions de formation et de conseil livrables au fur et à mesure de la réalisation des projets.

Marge brute

La marge brute s'élève à € 113,3 millions. Son augmentation de € 7,2 millions par rapport aux neuf premiers mois de 2013 est supérieure de € 0,6 million à celle du chiffre d'affaires, ce qui constitue une performance remarquable.

Le taux de marge brute global atteint 73,6 %. A données comparables, il augmente de 1,6 point du fait de l'amélioration des taux de marge brute et de l'évolution du mix des ventes : progression du poids des logiciels, de la formation et du conseil dans le chiffre d'affaires total et diminution de celui des équipements de CFAO.

Les charges de personnel et les autres charges d'exploitation encourues dans le cadre des contrats de service ou de la formation et du conseil ne sont pas intégrées dans le coût des ventes ; elles figurent dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

Frais généraux

Les frais généraux s'établissent à € 99,9 millions, en augmentation de € 5,9 millions (+ 6 %) par rapport aux neuf premiers mois de 2013, et se décomposent ainsi :

- € 89,4 millions de frais fixes, en hausse de € 4,2 millions (+ 5 %). Les investissements d'avenir liés au plan de transformation ont représenté € 9,6 millions, soit 11 % du montant total des frais fixes ;
- € 10,5 millions de frais variables, en augmentation de € 1,8 million (+ 19 %) provenant de la hausse des rémunérations variables et d'un plus fort niveau de services sous-traités.

Les dépenses de recherche et développement sont entièrement passées en charges de la période et comprises dans les frais fixes. Elles s'élèvent à € 15,7 millions et représentent 10,2 % du chiffre d'affaires (€ 14,0 millions et 9,4 % pour les neuf premiers mois de 2013). Après déduction des subventions, du crédit d'impôt recherche et de la part correspondante du crédit d'impôt compétitivité et emploi comptabilisés depuis le début de l'année, les frais nets de R&D totalisent € 9,4 millions (€ 9,3 millions en 2013). Ils intègrent une reprise de provisions de € 0,7 million relative au crédit d'impôt recherche à la suite d'une décision du Conseil d'Etat validant la prise en compte de l'intéressement et de la participation dans l'assiette de son calcul (*cf.* note 9 des notes annexes au présent rapport).

Résultat opérationnel et résultat net

Le résultat opérationnel atteint € 13,4 millions. Par rapport au résultat opérationnel courant des neuf premiers mois de 2013, il augmente de € 1,2 million (+ 9 %) à données comparables et de € 0,2 million (+ 1 %) à données réelles.

Cette augmentation résulte de la croissance du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes pour € 1,6 million, de celle des revenus récurrents pour € 2,6 millions et de l'augmentation des taux de marge brute pour € 1,2 million. Ces effets positifs sont partiellement compensés par l'impact négatif des variations des cours de change pour € 1,1 million, par l'augmentation naturelle des frais généraux fixes pour € 0,8 million et par l'accroissement des investissements d'avenir liés au plan de transformation pour € 3,4 millions.

La marge opérationnelle s'établit à 8,7 %. Elle progresse de 0,4 point à données comparables, et diminue de 0,1 point à données réelles par rapport à la marge opérationnelle courante des neuf premiers mois de 2013 (8,8 %).

A données réelles, les dépenses correspondant aux investissements d'avenir ont contribué à hauteur de 2,1 points à la baisse de cette marge par rapport aux neuf premiers mois de 2013 et de 6,3 points par rapport à celle des neuf premiers mois de 2011 (14,1 %), avant le lancement du plan de transformation et d'investissements d'avenir de € 50 millions.

Les produits et charges financiers représentent un produit net proche de zéro. Le résultat de change est négatif de € 0,2 million.

Après une charge d'impôt de € 3,5 millions, le résultat net s'élève à € 9,7 millions (€ 8,8 millions pour les neuf premiers mois de 2013 hors éléments à caractère non récurrent).

Le bénéfice net par action est de € 0,32 sur capital de base et sur capital dilué (€ 0,30 pour les neuf premiers mois de 2013 hors éléments à caractère non récurrent).

Pour les neuf premiers mois de 2013, le résultat opérationnel (€ 24,3 millions) intégrait un produit à caractère non récurrent de € 11,1 millions et le résultat net (€ 18,8 millions) un produit net de € 10,0 millions correspondant à l'encaissement du solde du litige contre Induyco.

Cash-flow libre

Le cash-flow libre atteint € 9,3 millions (€ 4,9 millions pour les neuf premiers mois de 2013 hors éléments à caractère non récurrent de € 11,1 millions). Il résulte d'une capacité d'autofinancement d'exploitation de € 12,1 millions, d'une diminution du besoin en fonds de roulement de € 1,3 million et d'investissements de € 4,1 millions (cf. note 8 des notes annexes au présent rapport).

Le crédit d'impôt recherche (€ 5,3 millions) et le crédit d'impôt compétitivité et emploi (€ 0,6 million) des neuf premiers mois de 2014, ainsi que la reprise de provisions ont été comptabilisés mais non encaissés. Si ces montants avaient été encaissés, le cash-flow libre aurait été positif de € 15,2 millions et supérieur de € 5,5 millions au résultat net.

Structure financière

Au 30 septembre 2014, les capitaux propres s'élèvent à € 89,0 millions (€ 83,8 millions au 31 décembre 2013) après paiement, le 7 mai, du dividende de € 6,6 millions (€ 0,22 par action) au titre de l'exercice 2013 décidé par l'Assemblée Générale du 30 avril 2014.

Ce montant tient compte de la déduction des actions de la société détenues dans le cadre du contrat de liquidité, valorisées à leur prix d'acquisition de € 0,2 million (€ 0,1 million au 31 décembre 2013).

La trésorerie disponible s'établit à € 32,5 millions (€ 29,5 millions au 31 décembre 2013).

Les dettes financières sont ramenées à € 0,4 million (€ 0,9 million au 31 décembre 2013), correspondant au solde des avances publiques, sans intérêt, destinées à aider le financement de programmes de recherche et développement, dont le dernier remboursement est prévu le 31 mars 2015.

En conséquence, la trésorerie nette atteint € 32,1 millions (€ 28,6 millions au 31 décembre 2013).

Le besoin en fonds de roulement s'établit à € 7,6 millions. Il comprend la créance de € 28,1 millions sur le Trésor public français au titre des crédits d'impôts recherche comptabilisés depuis l'exercice 2010 et du crédit d'impôt compétitivité et emploi depuis 2013, non encaissés et non imputés sur l'impôt. Retraité de cette créance, le besoin en fonds de roulement est négatif de € 20,5 millions, une caractéristique forte du modèle économique du Groupe.

Il est rappelé que ces crédits d'impôt, lorsqu'ils ne peuvent être imputés sur l'impôt sur les sociétés, font l'objet d'une créance sur le Trésor public français. Si celle-ci n'est pas utilisée au cours des trois années suivantes, elle est remboursée à la société au cours de la quatrième année. Ainsi, le crédit d'impôt recherche de l'exercice 2010 a été remboursé à la société début octobre, pour un montant de € 5,7 millions (cf. note 9 des notes annexes au présent rapport).

3. CAPITAL SOCIAL – ACTIONNARIAT – BOURSE

Evolution du capital

Au 30 septembre 2014, le capital social est de € 30 153 816 divisé en 30 153 816 actions d'une valeur nominale de € 1,00.

Depuis le 1^{er} janvier 2014, il a été augmenté de € 489 401 par la création de 489 401 actions résultant de la levée d'options de souscription d'actions (soit € 0,5 million en valeur nominale assorti d'une prime d'émission de € 1,6 million).

Le 17 février 2014, la société a été informée que Schroder Investment Management Ltd (Royaume-Uni), agissant pour le compte de fonds gérés et de clients, avait franchi à la hausse, le 12 février, les seuils de 10 % du capital et des droits de vote, et détenait à cette date 10,14 % du capital et 10,01 % des droits de vote. Schroder Investment Management Ltd a également indiqué qu'elle détenait, en plus, 2 % du capital pour le compte de clients qui ont gardé l'exercice de leurs droits de vote.

Aucun autre franchissement de seuil n'a été notifié à la société depuis le 1^{er} janvier.

A la date du présent rapport, le capital, à la connaissance de la société, est réparti comme suit :

- André Harari et Daniel Harari détiennent de concert 36,9 % du capital et 36,4 % des droits de vote,
- Delta Lloyd Asset Management NV (Pays-Bas) et Schroder Investment Management Ltd (Royaume-Uni) détiennent chacune plus de 10 % (et moins de 15 %) du capital et des droits de vote pour le compte de fonds et de clients dont elles assurent la gestion.

Actions de la société détenues en propre

Au 30 septembre 2014, la société détenait 0,1 % de ses propres actions dans le seul cadre du contrat de liquidité géré par Exane BNP Paribas.

Evolution du cours de Bourse et des volumes d'échange

Au 30 septembre 2014, le cours était de € 8,10, en baisse de 2 % par rapport au 31 décembre 2013 (€ 8,29). Au cours des neuf premiers mois de 2014, son plus haut a été de € 8,73 le 19 juin, son plus bas de € 7,31 le 23 juillet. Sur la même période, les indices CAC 40 et CAC Mid & Small ont gagné respectivement 3 % et 4 %. Sur les douze derniers mois, la hausse du cours a atteint 35 %, alors que le CAC 40 a baissé de 6 % et le CAC Mid & Small a progressé de 12 %.

Selon les statistiques d'Euronext, le nombre d'actions échangées (4,8 millions) a baissé de 11 % et les capitaux échangés (€ 37,9 millions) ont augmenté de 34 % par rapport à la même période de 2013.

4. ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LE 30 SEPTEMBRE

Aucun événement important n'est à signaler.

5. CALENDRIER FINANCIER

Les résultats financiers du quatrième trimestre et de l'exercice 2014 seront publiés le 11 février 2015, après la clôture d'Euronext.

6. ÉVOLUTION PRÉVISIBLE DE L'ACTIVITÉ ET PERSPECTIVES D'AVENIR

La société a abordé 2014 avec des fondamentaux opérationnels encore plus solides qu'en 2013 et une structure financière à nouveau renforcée.

Dans son rapport financier du 11 février 2014 et son rapport annuel 2013, auxquels il convient de se référer, elle a souligné que, comme 2013, l'année 2014 s'annonçait aussi imprévisible que difficile, et a longuement développé l'évolution prévisible de son activité et ses perspectives d'avenir.

Elle a indiqué son objectif de réaliser en 2014, au minimum, un chiffre d'affaires de l'ordre de € 214 millions (+ 7 % par rapport à 2013), un résultat opérationnel courant d'environ € 18 millions (+ 10 %), une marge opérationnelle courante de 8,3 % (en légère augmentation) et un résultat net de l'ordre de € 12,5 millions (stable à données réelles, hors éléments non récurrents de 2013). Ces chiffres ont été établis sur la base des parités de change arrêtées au 1^{er} février, notamment \$ 1,35 / € 1.

Compte tenu des résultats au 30 septembre, le chiffre d'affaires de l'exercice devrait être légèrement inférieur et le résultat opérationnel et le résultat net légèrement supérieurs à ces chiffres.

Confortée par la solidité de son modèle économique et la pertinence de sa feuille de route stratégique, la société est confiante sur ses perspectives de croissance à moyen terme.

La société présentera le 11 février 2015 ses perspectives pour l'exercice 2015 ainsi qu'un deuxième rapport d'étape de sa feuille de route.

Le Conseil d'Administration

Le 29 octobre 2014

Attestation de la société relative au rapport du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2014

"Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois écoulés sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport d'activité du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2014 ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les neuf premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les trois mois restants de l'exercice".

Paris, le 29 octobre 2014

Daniel Harari
Directeur Général

Jérôme Viala
Directeur Financier

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

ACTIF

(en milliers d'euros)	30 septembre 2014	31 décembre 2013	30 septembre 2013
Écarts d'acquisition	31 409	29 986	30 867
Autres immobilisations incorporelles	4 326	4 403	4 109
Immobilisations corporelles	15 297	13 328	13 122
Actifs financiers non courants	1 891	2 121	2 415
Impôts différés	7 605	7 171	7 255
Total actifs non courants	60 528	57 009	57 768
Stocks	21 966	20 748	21 909
Clients et comptes rattachés	37 723	50 269	34 448
Autres actifs courants	37 083	28 999	28 109
Trésorerie et équivalents de trésorerie	32 485	29 534	25 758
Total actifs courants	129 257	129 550	110 224
Total actifs	189 785	186 559	167 992

PASSIF

(en milliers d'euros)	30 septembre 2014	31 décembre 2013	30 septembre 2013
Capital social	30 154	29 664	29 221
Primes d'émission et de fusion	6 666	5 043	3 155
Actions détenues en propre	(214)	(83)	(214)
Écarts de conversion	(8 638)	(8 721)	(8 840)
Réserves et résultats consolidés	61 018	57 926	55 293
Capitaux propres	88 986	83 829	78 615
Engagements de retraite	7 888	7 419	7 020
Emprunts et dettes financières à long terme	0	394	392
Total passifs non courants	7 888	7 813	7 412
Fournisseurs et autres passifs courants	48 040	45 109	43 209
Produits constatés d'avance	37 808	43 008	32 410
Dettes d'impôt exigible	3 310	2 391	2 038
Emprunts et dettes financières à court terme	394	500	500
Provisions	3 359	3 909	3 808
Total passifs courants	92 911	94 917	81 965
Total passifs et capitaux propres	189 785	186 559	167 992

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre 2014 (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2014 (neuf mois)	Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre 2013 (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2013 (neuf mois)
Chiffre d'affaires	53 751	153 909	50 764	149 997
Coût des ventes	(13 851)	(40 652)	(13 667)	(41 488)
Marge brute	39 900	113 257	37 097	108 509
Frais de recherche et développement	(2 905)	(9 355)	(2 708)	(9 256)
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(29 735)	(90 523)	(28 333)	(86 028)
Résultat opérationnel courant	7 260	13 379	6 056	13 225
Produits à caractère non récurrent ⁽¹⁾	0	0	0	11 124
Résultat opérationnel ⁽¹⁾	7 260	13 379	6 056	24 349
Produits financiers	135	378	41	104
Charges financières	(104)	(334)	(90)	(404)
Résultat de change	18	(242)	(132)	(610)
Résultat avant impôts ⁽¹⁾	7 309	13 181	5 875	23 439
Impôts sur le résultat ⁽¹⁾	(2 232)	(3 498)	(1 629)	(4 590)
Résultat net ⁽¹⁾	5 077	9 683	4 246	18 849

(en euros)

Résultat par action :

- de base	0,17	0,32	0,15	0,65
- dilué	0,17	0,32	0,14	0,64

Nombre d'actions utilisé pour les calculs :

- résultat de base	30 064 575	29 876 435	29 129 997	29 020 971
- résultat dilué	30 762 342	30 685 142	29 623 765	29 521 092

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre 2014 (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2014 (neuf mois)	Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre 2013 (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2013 (neuf mois)
Résultat net ⁽¹⁾	5 077	9 683	4 246	18 849
Ecart de conversion	167	83	90	0
Effet d'impôts	0	0	0	0
Total éléments qui seront reclassés en résultat net	167	83	90	0
Réévaluation du passif net au titre des régimes de retraite à prestations définies	0	(95)	(4)	(21)
Effet d'impôts	0	28	4	4
Total éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net	0	(67)	0	(17)
Total autres éléments du résultat global	167	16	90	(17)
Résultat global ⁽¹⁾	5 244	9 699	4 336	18 832

(1) Au 30 septembre 2013, le résultat opérationnel et le résultat avant impôts incluaient un produit non récurrent de € 11,1 millions, relatif à l'encaissement du solde restant dû dans le cadre du litige contre Induyco. Le résultat net et le résultat global incluaient un produit de € 10,0 millions après effet d'impôts. L'historique de ce litige est décrit dans la note 23.2 de l'annexe aux états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2013, disponible sur lectra.com.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2014 (neuf mois)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2013 (neuf mois)
I - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE		
Résultat net	9 683	18 849
Dotations nettes aux provisions, amortissements et dépréciations	3 021	5 012
Eléments non monétaires du résultat	(571)	199
Plus- ou moins-values sur cessions d'actifs	3	(32)
Variation des impôts différés	(1)	1 284
Capacité d'autofinancement d'exploitation ⁽¹⁾	12 135	25 312
Variation des stocks et en-cours	(1 163)	(53)
Variation des créances clients et comptes rattachés	6 626	789
Variation des autres actifs et passifs courants	(4 179)	(6 322)
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	1 284	(5 586)
Flux nets de trésorerie liés à l'activité opérationnelle ⁽¹⁾	13 419	19 726
II - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(1 350)	(1 166)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(2 991)	(2 013)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	8	63
Coût d'acquisition des activités rachetées ⁽²⁾	(1 560)	0
Acquisitions d'immobilisations financières ⁽³⁾	(1 773)	(1 377)
Cessions d'immobilisations financières ⁽³⁾	1 995	794
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(5 671)	(3 699)
III - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentations de capital en numéraire	2 113	828
Versement de dividendes	(6 554)	(6 377)
Achats par la société de ses propres actions	(1 800)	(789)
Ventes par la société de ses propres actions	1 690	1 049
Remboursement des dettes long terme et court terme ⁽⁴⁾	(500)	(5 834)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(5 051)	(11 123)
Variation de la trésorerie	2 697	4 904
Trésorerie à l'ouverture	29 534	20 966
Variation de la trésorerie	2 697	4 904
Incidence des variations de cours de change	254	(112)
Trésorerie à la clôture	32 485	25 758
Cash-flow libre hors éléments non récurrents	9 308	4 903
Eléments non récurrents du cash-flow libre ⁽¹⁾	0	11 124
Cash-flow libre	9 308	16 027
Impôts payés (remboursés), nets	2 123	2 404
Intérêts payés	0	15

(1) Au 30 septembre 2013, la capacité d'autofinancement d'exploitation comprenait € 11,1 millions d'éléments non récurrents, correspondant à l'encaissement du solde qui restait dû dans le cadre du litige contre Induyco.

(2) Au 30 septembre 2014, ce montant correspond au coût d'acquisition des activités de l'ancien agent du Groupe en Corée du Sud (cf. note 3 ci-après).

(3) Ces montants comprennent, pour l'essentiel, la valorisation des achats et ventes d'actions propres réalisés au travers du contrat de liquidité, dont la contrepartie figure dans les lignes correspondantes des flux de trésorerie liés aux opérations de financement.

(4) Le solde de l'emprunt bancaire à moyen terme de € 48 millions, contracté par la société en 2007, soit € 5,4 millions au 31 décembre 2012, avait été remboursé par anticipation le 31 mars 2013, à l'initiative de la société.

TABLEAU DE VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros, sauf la valeur nominale, exprimée en euros)	Capital social		Capital social	Primes d'émission et de fusion	Actions propres	Ecart de conversion	Réserves et résultats consolidés	Capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur nominale						
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2013	28 948 315	1,00	28 948	2 600	(380)	(8 840)	42 676	65 004
Résultat net							18 849	18 849
Autres éléments du résultat global						0	(17)	(17)
Resultat global						0	18 832	18 832
Exercices d'options de souscription d'actions	272 507	1,00	273	556				828
Valorisation des options de souscription d'actions							98	98
Vente (achat) par la société de ses propres actions					166			166
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							62	62
Dividendes							(6 377)	(6 377)
Capitaux propres au 30 septembre 2013	29 220 822	1,00	29 221	3 155	(214)	(8 840)	55 293	78 615
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2013	28 948 315	1,00	28 948	2 600	(380)	(8 840)	42 676	65 004
Résultat net							21 775	21 775
Autres éléments du résultat global						119	(382)	(263)
Resultat global						119	21 393	21 512
Exercices d'options de souscription d'actions	716 100	1,00	716	2 443				3 159
Valorisation des options de souscription d'actions							140	140
Vente (achat) par la société de ses propres actions					297			297
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							94	94
Dividendes							(6 377)	(6 377)
Capitaux propres au 31 décembre 2013	29 664 415	1,00	29 664	5 043	(83)	(8 721)	57 926	83 829
Résultat net							9 683	9 683
Autres éléments du résultat global						83	(67)	16
Resultat global						83	9 616	9 699
Exercices d'options de souscription d'actions	489 401	1,00	489	1 623				2 113
Valorisation des options de souscription d'actions							89	89
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(131)			(131)
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							14	14
Autres variations							(73)	(73)
Dividendes							(6 554)	(6 554)
Capitaux propres au 30 septembre 2014	30 153 816	1,00	30 154	6 666	(214)	(8 638)	61 018	88 986

NOTES ANNEXES AU RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU TROISIÈME TRIMESTRE ET DES NEUFS PREMIERS MOIS DE 2014

1. ACTIVITÉ DU GROUPE

Lectra, créée en 1973, cotée depuis 1987 sur Euronext (compartiment B), est leader mondial des logiciels, des équipements de CFAO et des services associés dédiés aux entreprises fortement utilisatrices de tissus, cuir, textiles techniques et matériaux composites. Lectra s'adresse à un ensemble de grands marchés mondiaux : principalement la mode et l'habillement, l'automobile (sièges et intérieurs de véhicules, airbags), l'ameublement ainsi qu'une grande variété d'autres industries (aéronautique, industrie nautique, éolien...).

Son offre technologique, spécifique à chaque marché, permet ainsi à ses clients de créer, développer et fabriquer leurs produits (vêtements, sièges, airbags...). Pour les métiers de la mode et de l'habillement, ses logiciels s'étendent à la gestion des collections et couvrent l'ensemble du cycle de vie des produits (*Product Lifecycle Management*, ou PLM). Lectra établit avec ses clients des relations de long terme, et leur propose des solutions complètes et innovantes.

Les clients du Groupe sont aussi bien de grands groupes nationaux ou internationaux que des entreprises de taille moyenne. Lectra contribue à la résolution de leurs enjeux stratégiques : réduire les coûts et améliorer la productivité, diminuer le *time-to-market*, faire face à la mondialisation, développer et sécuriser les échanges d'informations électroniques, développer la qualité, répondre à la demande de *mass customisation*, assurer la maîtrise et le développement des marques. Le Groupe commercialise des solutions complètes associant la vente de logiciels et d'équipements à des prestations de services : maintenance technique, support, formation, conseil, vente de consommables et de pièces détachées.

Les équipements et logiciels – à l'exception de quelques produits pour lesquels des partenariats stratégiques ont été conclus – sont conçus et développés par la société. Les équipements sont assemblés à partir de sous-ensembles fournis par un réseau international de sous-traitants, et testés, sur le site industriel principal de Bordeaux-Cestas (France), où est réalisé l'essentiel des activités de recherche et de développement.

Lectra s'appuie sur les compétences et l'expérience de 1 480 collaborateurs dans le monde regroupant des équipes de recherche, techniques et commerciales expertes, connaissant parfaitement les domaines d'activité de leurs clients.

Le Groupe dispose, depuis le milieu des années 1980, d'une implantation mondiale d'envergure. Basée en France, Lectra accompagne ses clients dans plus de 100 pays à travers son réseau de 32 filiales commerciales et de services, complété par des agents et distributeurs dans certaines régions. Grâce à ce réseau unique au regard de ses concurrents, Lectra a, en 2013, réalisé en direct 90 % de son chiffre d'affaires. Ses cinq *Call Centers* internationaux de Bordeaux-Cestas (France), Madrid (Espagne), Milan (Italie), Atlanta (États-Unis) et Shanghai (Chine) couvrent l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie. L'ensemble de ses technologies est présenté dans son *International Advanced Technology & Conference Center* de Bordeaux-Cestas (France), pour l'Europe et les visiteurs internationaux, et ses deux *International Advanced Technology Centers* d'Atlanta (États-Unis) pour les Amériques et Shanghai (Chine) pour l'Asie-Pacifique. Lectra offre ainsi à tous ses clients une forte proximité géographique avec plus de 800 collaborateurs dans ses filiales commerciales et de services. 260 ingénieurs sont dédiés à la R&D et près de 160 personnes aux achats industriels, à l'assemblage et aux tests des équipements de CFAO et à la logistique.

Modèle économique

Le modèle économique du Groupe repose sur la double composante du chiffre d'affaires :

- les revenus des nouveaux systèmes, moteur de la croissance de la société, qui comprennent les ventes de nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO, de formation et de conseil, et d'interventions ponctuelles de maintenance et de support ;
- les revenus récurrents, facteur essentiel de stabilité de l'entreprise et amortisseur en période de conjoncture économique difficile, composés d'une part des revenus des contrats récurrents (contrats d'évolution et de services en ligne des logiciels, contrats de maintenance et de services en ligne des équipements de CFAO), d'autre part des ventes de pièces détachées et consommables, qui correspondent à des revenus statistiquement récurrents sur la base installée ;

et sur la génération d'un cash-flow libre supérieur au résultat net, dans l'hypothèse de l'utilisation ou de l'encaissement du crédit d'impôt recherche et du crédit d'impôt compétitivité et emploi annuels applicables en France.

2. EXTRAIT DES RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont préparés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'*International Accounting Standards Board* et telles qu'adoptées par l'Union européenne, disponibles sur le site Internet de la Commission européenne :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Les états financiers consolidés condensés au 30 septembre 2014 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe et leur annexe pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, disponibles sur lectra.com.

Les comptes consolidés ont été préparés selon les mêmes règles et méthodes que celles retenues pour la préparation des comptes annuels 2013. Ils ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration du 29 octobre 2014. Les comptes au 30 septembre n'ont pas fait l'objet d'un examen par les Commissaires aux comptes.

Les normes et interprétations adoptées par l'Union européenne et applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014 sont sans impact sur les comptes du Groupe. Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation de normes, amendements et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014.

La comparabilité des comptes trimestriels, semestriels et annuels peut être affectée par la nature légèrement saisonnière des activités du Groupe qui réalise sur le quatrième trimestre un chiffre d'affaires généralement plus élevé que sur les trimestres précédents, notamment en ce qui concerne le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes. Par ailleurs, les frais généraux sont réduits au troisième trimestre par l'effet des congés d'été en France et dans les filiales européennes. Ces deux éléments ont un effet positif sur le résultat opérationnel des trimestres concernés.

Les comparaisons mentionnées « à données comparables » sont établies à partir des chiffres 2014 traduits à cours de change 2013, comparés aux données réelles 2013.

Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La Direction du Groupe est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables. Si ces estimations ont été réalisées dans un contexte particulièrement incertain, les caractéristiques du modèle économique du Groupe permettent d'en assurer la pertinence.

Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en termes de jugement, de complexité, ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives pour l'établissement des états financiers consolidés, concernent les modalités de dépréciation des écarts d'acquisition et les impôts différés.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires lié à la vente de matériels est reconnu lorsque les risques et avantages significatifs liés à la propriété sont transférés à l'acquéreur.

Pour les matériels ou pour les logiciels, lorsque la société vend également l'équipement informatique sur lequel le logiciel est installé, ces conditions sont remplies lors du transfert physique du matériel tel que déterminé par les conditions de vente contractuelles.

Pour les logiciels, lorsque la société ne vend pas l'équipement informatique sur lequel le logiciel est installé, ces conditions sont généralement remplies lorsque le logiciel est installé sur l'ordinateur du client par CD-ROM ou par téléchargement.

Le chiffre d'affaires lié aux contrats d'évolution des logiciels et de services récurrents, facturé par avance, est pris en compte de manière étalée sur la durée des contrats.

Le revenu lié à la facturation des services ne faisant pas l'objet de contrats récurrents est reconnu lors de la réalisation de la prestation ou, le cas échéant, en fonction de son avancement.

Coût des ventes

Le coût des ventes comprend tous les achats de matières premières intégrés dans les coûts de production, les mouvements de stocks, en valeur nette, tous les coûts de main-d'œuvre intégrés dans les coûts de production constituant la valeur ajoutée, les frais de distribution des équipements vendus, ainsi qu'une quote-part des amortissements des moyens de production.

Les charges et frais de personnel encourus dans le cadre des activités de service ne sont pas intégrés dans le coût des ventes mais sont constatés dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

Frais de recherche et développement

La faisabilité technique des logiciels et équipements développés par le Groupe n'est généralement établie qu'à l'obtention d'un prototype ou aux retours d'expérience des sites pilotes, prémices à la commercialisation. De ce fait, les critères techniques et économiques rendant obligatoire la capitalisation des frais de développement au moment où ils surviennent ne sont pas remplis et ces derniers, ainsi que les frais de recherche, sont donc comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Le crédit d'impôt recherche et la part du crédit d'impôt compétitivité et emploi relative au personnel de R&D applicables en France, ainsi que les subventions éventuelles liées à des programmes de R&D, sont présentés en déduction des dépenses de R&D.

Résultat par action

Le résultat net de base par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société.

Le résultat net dilué par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions ajusté de l'effet dilutif des options de souscription d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société dans le seul cadre du contrat de liquidité.

L'effet dilutif des options de souscription d'actions est calculé selon la méthode du rachat d'actions prévue par la norme IAS 33. Les fonds qui seraient recueillis à l'occasion de l'exercice des options de souscription d'actions sont supposés être affectés au rachat d'actions au cours moyen de Bourse de l'exercice. Le nombre d'actions ainsi obtenu vient en diminution du nombre total des actions résultant de l'exercice des options de souscription d'actions.

Seules les options dont le prix d'exercice est inférieur à ce cours de Bourse moyen sont prises en compte dans le calcul du nombre d'actions composant le capital potentiel.

Cash-flow libre

Le cash-flow libre s'obtient par l'addition des flux nets de trésorerie générés par l'activité et des flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement, déduction faite des montants consacrés à l'acquisition de sociétés, nets de la trésorerie acquise.

Secteurs opérationnels

L'information par secteur opérationnel est directement établie sur la base de la méthodologie de suivi et d'analyse des performances au sein du Groupe. Les secteurs opérationnels présentés en note 7 sont identiques à ceux figurant dans l'information communiquée régulièrement au Comité Exécutif, « principal décideur opérationnel » du Groupe.

Les secteurs opérationnels correspondent aux grandes régions commerciales, regroupant des pays pour lesquels les caractéristiques économiques sont similaires (nature des produits et services, type de clients, méthodes de distribution) : il s'agit des régions Amériques, Europe, Asie-Pacifique et du reste du monde où la présence de la société concerne principalement les pays d'Afrique du Nord, l'Afrique du Sud, la Turquie, Israël et les pays du Moyen-Orient. Ces régions exercent une activité commerciale et de services vis-à-vis de leurs clients. Elles n'exercent aucune activité industrielle ou de R&D et s'appuient sur des compétences centralisées partagées entre l'ensemble des régions pour de nombreuses fonctions : marketing, communication, logistique, achats, finances, juridique, ressources humaines, systèmes d'information... Toutes ces activités transverses figurent donc dans un secteur opérationnel complémentaire, le secteur « Siège ».

La mesure de performance se fait sur le résultat opérationnel courant du secteur en excluant les produits et charges à caractère non récurrent et les éventuelles pertes de valeur sur actifs. Le chiffre d'affaires des régions commerciales est réalisé avec des clients externes et exclut toute facturation inter-secteurs. Les taux de marge brute utilisés pour déterminer la performance opérationnelle sont identiques pour toutes les régions. Ils sont déterminés par ligne de produits, et tiennent compte de la valeur ajoutée apportée par le Siège. Ainsi, pour les produits et prestations fournis en totalité ou en partie par le Siège, une partie de la marge brute globale consolidée est conservée dans le calcul du résultat du secteur Siège et doit permettre d'en absorber les coûts. Les frais généraux du Siège étant pour l'essentiel fixes, sa marge brute et par conséquent son résultat opérationnel dépendent donc essentiellement du volume d'activité réalisé par les régions commerciales.

3. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Au 30 septembre 2014, le périmètre de consolidation du Groupe comprend, outre Lectra SA, 28 sociétés consolidées par intégration globale.

La société a créé en avril 2014 une nouvelle filiale en Corée du Sud, Lectra Korea, afin d'accélérer son développement en Asie.

Cette filiale a repris, le 1^{er} mai 2014, les activités de l'agent qui représentait Lectra depuis de nombreuses années dans ce pays. Le coût du rachat par Lectra de ses activités est présenté sur la ligne « Coût d'acquisition des activités rachetées » du tableau des flux de trésorerie. L'incidence de la création de cette filiale et de cette reprise d'activités sur le compte de résultat et l'état de la situation financière du Groupe est négligeable, l'essentiel des ventes dans ce pays était préalablement facturé par Lectra SA.

Lectra Korea est consolidée depuis le 1^{er} mai 2014 par intégration globale.

Il n'y a pas eu d'autre variation de périmètre au cours des neuf premiers mois de 2014.

Quatre filiales commerciales non significatives, tant en cumul qu'individuellement, ne sont pas consolidées. Au 30 septembre 2014, le montant total de leur chiffre d'affaires s'élève à € 0,7 million, la valeur totale de leur état de la situation financière à € 1,8 million et celle de leurs dettes financières (hors Groupe) à zéro. L'essentiel de l'activité commerciale réalisée par ces filiales est facturé directement par la société mère Lectra SA.

Les transactions avec ces parties liées correspondent principalement aux achats effectués auprès de la société mère pour leur activité locale ou aux frais et commissions facturés à la société mère pour assurer leur fonctionnement lorsqu'elles jouent un rôle d'agent. Ces transactions ne représentent pas un montant significatif au 30 septembre 2014.

4. COMMANDES DE NOUVEAUX SYSTÈMES

Pour permettre une meilleure pertinence et mieux refléter la proposition de valeur de la société dans l'analyse du chiffre d'affaires et des résultats, des changements ont été introduits depuis le 1^{er} janvier 2014 dans les informations communiquées dans le rapport d'activité sur les commandes et le carnet de commandes des nouveaux systèmes. Désormais, leur montant total est communiqué, alors que seules les commandes de nouvelles licences de logiciels et des équipements de CFAO l'étaient auparavant. Afin de permettre la comparaison avec les données de 2014, les montants de 2013 ont été retraités en conséquence.

5. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

5.1 Troisième trimestre 2014

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre				
	2014		2013	Variation 2014/2013	
	Réel	A cours de change 2013	Réel	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires	53 751	53 622	50 764	+6%	+6%
Coût des ventes	(13 851)	(13 858)	(13 667)	+1%	+1%
Marge brute	39 900	39 764	37 097	+8%	+7%
(en % du chiffre d'affaires)	74,2%	74,2%	73,1%	+1,1 point	+1,1 point
Frais de recherche et de développement	(2 905)	(2 905)	(2 708)	+7%	+7%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(29 735)	(29 796)	(28 333)	+5%	+5%
Résultat opérationnel	7 260	7 063	6 056	+20%	+17%
(en % du chiffre d'affaires)	13,5%	13,2%	11,9%	+1,6 point	+1,3 point
Résultat avant impôts	7 309	7 112	5 875	+24%	+21%
Impôt sur le résultat	(2 232)	na	(1 629)	+37%	na
Résultat	5 077	na	4 246	+20%	na

5.2 Neuf premiers mois de 2014

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre				
	2014		2013	Variation 2014/2013	
	Réel	A cours de change 2013	Réel	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires	153 909	156 585	149 997	+3%	+4%
Coût des ventes	(40 652)	(40 921)	(41 488)	-2%	-1%
Marge brute	113 257	115 664	108 509	+4%	+7%
(en % du chiffre d'affaires)	73,6%	73,9%	72,3%	+1,3 point	+1,6 point
Frais de recherche et de développement	(9 355)	(9 355)	(9 256)	+1%	+1%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(90 523)	(91 844)	(86 028)	+5%	+7%
Résultat opérationnel courant	13 379	14 465	13 225	+1%	+9%
(en % du chiffre d'affaires)	8,7%	9,2%	8,8%	-0,1 point	+0,4 point
Produits à caractère non récurrent	0	0	11 124	na	na
Résultat opérationnel	13 379	14 465	24 349	-45%	-41%
(en % du chiffre d'affaires)	8,7%	9,2%	16,2%	ns	ns
Résultat avant impôts	13 181	14 267	23 439	-44%	-39%
Impôt sur le résultat	(3 498)	na	(4 590)	-24%	na
Résultat	9 683	na	18 849	-49%	na

6. ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

6.1 Troisième trimestre 2014

Chiffre d'affaires par région géographique

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre						
	2014			2013		Variation 2014/2013	
	Réel	%	A cours de change 2013	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Europe, dont :	24 500	46%	24 429	21 663	43%	+13%	+13%
- France	4 167	8%	4 168	4 016	8%	+4%	+4%
Amériques	12 442	23%	12 423	12 565	25%	-1%	-1%
Asie - Pacifique	13 594	25%	13 511	13 114	26%	+4%	+3%
Autres pays	3 215	6%	3 260	3 422	7%	-6%	-5%
Total	53 751	100%	53 622	50 764	100%	+6%	+6%

Chiffre d'affaires par ligne de produits

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre						
	2014			2013		Variation 2014/2013	
	Réel	%	A cours de change 2013	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Logiciels, dont :	16 206	30%	16 196	15 219	30%	+6%	+6%
- nouvelles licences	5 768	11%	5 752	5 130	10%	+12%	+12%
- contrats d'évolution et de services en ligne des logiciels ⁽¹⁾	10 438	19%	10 444	10 089	20%	+3%	+4%
Équipements de CFAO	14 600	27%	14 471	13 364	26%	+9%	+8%
Contrats de maintenance et de services en ligne des équipements ⁽¹⁾	7 510	14%	7 505	7 321	14%	+3%	+3%
Pièces détachées et consommables	12 524	23%	12 539	12 192	24%	+3%	+3%
Formation, conseil	2 327	4%	2 327	2 137	4%	+9%	+9%
Divers	586	1%	584	530	1%	+10%	+10%
Total	53 751	100%	53 622	50 764	100%	+6%	+6%

(1) Depuis le 1^{er} janvier 2014, pour une meilleure pertinence de l'information, les services en ligne ont été séparés pour les logiciels et pour les équipements de CFAO. Ils étaient précédemment regroupés dans la rubrique « contrats de maintenance hardware et de services en ligne ». Les montants de 2013 ont été retraités en conséquence pour permettre la comparaison avec les données de 2014.

Répartition du chiffre d'affaires entre les ventes de nouveaux systèmes et les revenus récurrents

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre						
	2014			2013		Variation 2014/2013	
	Réel	%	A cours de change 2013	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes ⁽¹⁾	23 280	43%	23 134	21 161	42%	+10%	+9%
Revenus récurrents ⁽²⁾ , dont :	30 471	57%	30 488	29 603	58%	+3%	+3%
- contrats récurrents	17 947	33%	17 949	17 411	34%	+3%	+3%
- pièces détachées et consommables	12 524	23%	12 539	12 192	24%	+3%	+3%
Total	53 751	100%	53 622	50 764	100%	+6%	+6%

(1) Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes comprend les ventes de nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO, de formation et de conseil, ainsi que les interventions ponctuelles réalisées sur la base installée.

(2) Les revenus récurrents sont de deux natures et comprennent :

- les contrats récurrents : contrats d'évolution et de services en ligne des logiciels, et contrats de maintenance et de services en ligne des équipements de CFAO, renouvelables annuellement ;
- le chiffre d'affaires des pièces détachées et des consommables, statistiquement récurrent.

6.2 Neuf premiers mois de 2014

Chiffre d'affaires par région géographique

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre							
	2014			2013			Variation 2014/2013	
	Réel	%	A cours de change 2013	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Europe, dont :	70 693	46%	70 607	66 430	44%	+6%	+6%	
- France	12 037	8%	12 036	12 558	8%	-4%	-4%	
Amériques	36 791	24%	38 201	41 372	28%	-11%	-8%	
Asie - Pacifique	36 624	24%	37 690	31 149	21%	+18%	+21%	
Autres pays	9 801	6%	10 087	11 047	7%	-11%	-9%	
Total	153 909	100%	156 585	149 997	100%	+3%	+4%	

Chiffre d'affaires par ligne de produits

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre							
	2014			2013			Variation 2014/2013	
	Réel	%	A cours de change 2013	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Logiciels, dont :	46 674	30%	47 409	44 975	30%	+4%	+5%	
- nouvelles licences	15 911	10%	16 199	15 069	10%	+6%	+7%	
- contrats d'évolution et de services en ligne des logiciels ⁽¹⁾	30 763	20%	31 210	29 906	20%	+3%	+4%	
Équipements de CFAO	38 813	25%	39 425	39 276	26%	-1%	0%	
Contrats de maintenance et de services en ligne des équipements ⁽¹⁾	21 937	15%	22 318	21 717	15%	+1%	+3%	
Pièces détachées et consommables	37 191	24%	37 945	36 519	24%	+2%	+4%	
Formation, conseil	7 728	5%	7 905	6 156	4%	+26%	+28%	
Divers	1 566	1%	1 583	1 353	1%	+16%	+17%	
Total	153 909	100%	156 585	149 997	100%	+3%	+4%	

(1) Depuis le 1^{er} janvier 2014, pour une meilleure pertinence de l'information, les services en ligne ont été séparés pour les logiciels et pour les équipements de CFAO. Ils étaient précédemment regroupés dans la rubrique « contrats de maintenance hardware et de services en ligne ». Les montants de 2013 ont été retraités en conséquence pour permettre la comparaison avec les données de 2014.

Répartition du chiffre d'affaires entre les ventes de nouveaux systèmes et les revenus récurrents

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre							
	2014			2013			Variation 2014/2013	
	Réel	%	A cours de change 2013	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes ⁽¹⁾	64 018	42%	65 113	61 854	41%	+3%	+5%	
Revenus récurrents ⁽²⁾ , dont :	89 891	58%	91 472	88 142	59%	+2%	+4%	
- contrats récurrents	52 700	34%	53 527	51 624	34%	+2%	+4%	
- pièces détachées et consommables	37 191	24%	37 945	36 519	24%	+2%	+4%	
Total	153 909	100%	156 585	149 997	100%	+3%	+4%	

(1) Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes comprend les ventes de nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO, de formation et de conseil, ainsi que les interventions ponctuelles réalisées sur la base installée.

(2) Les revenus récurrents sont de deux natures et comprennent :

- les contrats récurrents : contrats d'évolution et de services en ligne des logiciels, et contrats de maintenance et de services en ligne des équipements de CFAO, renouvelables annuellement ;
- le chiffre d'affaires des pièces détachées et des consommables, statistiquement récurrent.

Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes par marché sectoriel

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre							
	2014			2013			Variation 2014/2013	
	Réel	%	A cours de change 2013	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Mode et habillement	30 821	48%	31 294	28 423	46%	+8%	+10%	
Automobile	24 446	38%	24 900	24 681	40%	-1%	+1%	
Ameublement	4 361	7%	4 381	4 770	8%	-9%	-8%	
Autres industries	4 390	7%	4 538	3 980	6%	+10%	+14%	
Total	64 018	100%	65 113	61 854	100%	+3%	+5%	

7. INFORMATION PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2014 (en milliers d'euros)	Europe	Amériques	Asie- Pacifique	Autres pays	Siège	Total
Chiffre d'affaires	70 693	36 791	36 624	9 801	0	153 909
Résultat opérationnel courant	6 329	912	1 178	1 516	3 444	13 379

Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2013 (en milliers d'euros)	Europe	Amériques	Asie- Pacifique	Autres pays	Siège	Total
Chiffre d'affaires	66 430	41 372	31 149	11 047	0	149 997
Résultat opérationnel courant	6 449	1 800	(272)	1 450	3 798	13 225

Le résultat opérationnel courant obtenu par l'addition des résultats des secteurs est identique au résultat opérationnel courant tel qu'il figure dans les états financiers consolidés du Groupe ; aucune réconciliation n'est donc nécessaire.

8. TABLEAU RÉSUMÉ DE LA VARIATION DE LA TRÉSORERIE

Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2014 (en milliers d'euros)	Trésorerie brute	Dettes financières	Trésorerie nette (+) Endettement net (-)
Cash-flow libre	9 308	0	9 308
Augmentations de capital ⁽¹⁾	2 113	0	2 113
Achat et vente par la société de ses propres actions ⁽²⁾	(110)	0	(110)
Coût d'acquisition des activités rachetées	(1 560)	0	(1 560)
Versement de dividendes	(6 554)	0	(6 554)
Variation de l'endettement	(500)	500	0
Effet de la variation des devises – divers	254	0	254
Variation de la période	2 951	500	3 451
Situation au 31 décembre 2013	29 534	(894)	28 640
Situation au 30 septembre 2014	32 485	(394)	32 091
Variation de la période	2 951	500	3 451

(1) Résultant exclusivement de l'exercice d'options de souscription d'actions

(2) Uniquement au travers du contrat de liquidité confié à Exane BNP Paribas (cf. note 10)

Le cash-flow libre au 30 septembre 2014 s'élève à € 9,3 millions (il n'y a pas d'éléments non récurrents). Il résulte d'une capacité d'autofinancement d'exploitation de € 12,1 millions, d'investissements de € 4,1 millions et d'une diminution du besoin en fonds de roulement de € 1,3 million.

Les principales variations du besoin en fonds de roulement sont les suivantes :

- – € 6,6 millions proviennent de la diminution des créances clients compte tenu notamment de l'encaissement en début d'année, en général annuellement d'avance, d'une portion importante des contrats récurrents (il convient de préciser que la variation des créances est obtenue en tenant compte de la rubrique « produits constatés d'avance » dans l'état de la situation financière, qui comprend, pour l'essentiel, la quote-part des contrats récurrents facturés qui n'est pas encore reconnue en chiffre d'affaires) ;
- + € 1,2 million provient de l'augmentation des stocks ;

- + € 5,9 millions proviennent de l'augmentation de la créance sur le Trésor public français relative au crédit d'impôt recherche et au crédit d'impôt compétitivité et emploi des neuf premiers mois de 2014, comptabilisés mais non encaissés ;
- - € 1,4 million provient de l'augmentation des acomptes clients au bilan, les commandes de nouveaux systèmes au troisième trimestre 2014 ayant été supérieures à celles du quatrième trimestre 2013 ;
- - € 0,4 million provient des variations des autres actifs et passifs courants ; aucune de ces variations, prise individuellement, ne représente un montant significatif.

Le besoin en fonds de roulement au 30 septembre 2014 s'élève à € 7,6 millions. Il comprend une créance de € 28,1 millions sur le Trésor public français au titre du crédit d'impôt recherche et du crédit d'impôt compétitivité et emploi non encaissés et non imputés sur l'impôt (cf. note 9 ci-après). Retraité de cette créance, le besoin en fonds de roulement est négatif de € 20,5 millions, une caractéristique forte du modèle économique du Groupe.

9. CRÉDIT D'IMPÔT RECHERCHE – CRÉDIT D'IMPÔT COMPÉTITIVITÉ ET EMPLOI

Il est rappelé que le crédit d'impôt recherche et le crédit d'impôt compétitivité et emploi comptabilisés dans l'année, lorsqu'ils ne peuvent être imputés sur l'impôt sur les sociétés, font l'objet d'une créance sur le Trésor public français qui, si elle n'est pas utilisée au cours des trois années suivantes, est remboursée à la société au cours de la quatrième année.

Au 30 septembre 2014, la société mère, Lectra SA, détient ainsi une créance de € 28,1 millions sur le Trésor public français.

Jusqu'à présent, elle avait imputé la créance correspondant au crédit d'impôt recherche ayant le plus d'antériorité (2010) sur l'impôt sur les sociétés.

La position du Trésor public, dont la société a eu connaissance en octobre 2014, lors du remboursement du crédit d'impôt recherche de 2010, est au contraire d'imputer le crédit d'impôt d'un exercice sur l'impôt sur les sociétés du même exercice. De ce fait, aucune charge d'impôt n'ayant été comptabilisée en 2010, la société a été remboursée de la totalité du crédit d'impôt recherche de 2010 (€ 5,7 millions).

Avec cette règle, la créance de € 28,1 millions au 30 septembre 2014 se décompose désormais de la façon suivante :

- solde du crédit d'impôt recherche, après imputation sur l'impôt sur les sociétés de chaque exercice, pour 2014 (€ 5,3 millions), 2013 (€ 6,1 millions), 2012 (€ 5,1 millions), 2011 (€ 4,8 millions) et 2010 (€ 5,7 millions, encaissés en octobre 2014) ;
- crédit d'impôt compétitivité et emploi comptabilisé et non utilisé en 2014 (€ 0,6 million) et en 2013 (€ 0,5 million).

Par ailleurs, la société intégrait les dépenses d'intéressement et de participation dans l'assiette annuelle de calcul du crédit d'impôt recherche qu'elle comptabilisait. La position prise par l'administration fiscale de requalification du caractère éligible de ces dépenses avait conduit la société à comptabiliser, pour les années 2010 à 2013 concernées, une provision égale à la quote-part de crédit d'impôt recherche annuel assise sur ces bases. Dans sa décision du 12 mars 2014, le Conseil d'Etat a confirmé le caractère éligible de ces dépenses pour les exercices concernés, rejetant ainsi la position adoptée jusqu'alors par l'administration fiscale française. La société a donc repris, au premier trimestre 2014, la provision de € 0,7 million qu'elle avait constituée, sans impact sur la créance comptabilisée qui n'en tenait pas compte.

Compte tenu de ses estimations des montants de ces crédits d'impôt et de l'impôt sur les sociétés pour les trois prochains exercices, la société n'anticipe pas de décaissement au titre de l'impôt sur les sociétés sur lequel sera intégralement imputé le crédit d'impôt recherche et le cas échéant le crédit d'impôt compétitivité et emploi de chaque exercice. Elle devrait donc percevoir le remboursement du solde de ces crédits d'impôt non imputés comme suit : 2015 (crédit d'impôt 2011), 2016 (crédit d'impôt 2012), 2017 (crédits d'impôt 2013) et 2018 (crédits d'impôt 2014). Cette situation perdurera tant que le montant des crédits d'impôt annuels sera supérieur à celui de l'impôt sur les sociétés à payer.

Si le montant de l'impôt sur les sociétés devait devenir supérieur à celui des crédits d'impôt de l'année, la société continuerait à ne pas décaisser le montant de l'impôt jusqu'à l'imputation de la totalité de la créance correspondante. Puis elle compenserait chaque année l'intégralité de ces crédits d'impôt sur l'impôt à payer de la même période et devrait décaisser le solde.

10. ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ DÉTENUES EN PROPRE

Depuis le 1^{er} janvier 2014, la société a acheté 228 471 actions et en a vendu 211 875 aux cours moyens respectifs de € 7,88 et de € 7,98 dans le cadre du contrat de liquidité géré par Exane BNP Paribas.

Au 30 septembre 2014, elle détenait 27 004 de ses propres actions (soit 0,09 % du capital social) à un prix de revient moyen de € 7,94, entièrement détenues dans le cadre du contrat de liquidité.

11. LIQUIDITÉ ET ENDETTEMENT BANCAIRE

11.1 Trésorerie disponible et trésorerie nette

(en milliers d'euros)	30 septembre 2014	31 décembre 2013
Trésorerie et équivalents de trésorerie	32 485	29 534
Emprunts et dettes financières	(394)	(894)
Trésorerie nette	32 091	28 640

La trésorerie nette du Groupe s'est améliorée de € 3,5 millions au cours des neuf premiers mois de 2014.

11.2 Emprunts et dettes financières par nature et par échéance

Au 30 septembre 2014, les emprunts et dettes financières du Groupe sont uniquement composés du solde des avances publiques correspondant à des aides au financement des programmes de R&D, remboursable le 31 mars 2015 (€ 0,4 million), un remboursement de € 0,5 million ayant été effectué le 31 mars 2014.

12. RISQUE DE CHANGE

La politique de gestion du risque de change demeure inchangée par rapport au 31 décembre 2013.

Au cours des neuf premiers mois de 2014, la parité moyenne entre le dollar américain et l'euro était de \$ 1,36 / € 1.

Instruments financiers de couverture du risque de change

Les instruments financiers de couverture des risques de change comptabilisés au 30 septembre 2014 sont constitués de ventes et d'achats à terme de devises (principalement : dollar américain, livre anglaise et rouble russe) d'une contre-valeur nette totale (ventes moins achats) de € 7,7 millions, destinés à couvrir des positions existantes.

La société a ainsi couvert en quasi-totalité ses positions de bilan.

Elle a par ailleurs couvert, le 1^{er} septembre, son exposition nette estimée au dollar américain pour le quatrième trimestre 2014 par des achats d'options de change (puts dollar / calls euros) qui garantissent un cours de \$ 1,35 / € 1, tout en permettant de bénéficier de la totalité de la hausse du dollar en deçà de cette parité. A la date du présent rapport, la société n'a pas couvert son exposition au dollar américain au-delà du 31 décembre 2014.

13. SENSIBILITÉ DU MODÈLE ÉCONOMIQUE

Sensibilité du résultat opérationnel à une variation du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Dans le modèle économique de la société, chaque million d'euros de chiffre d'affaires des nouveaux systèmes en plus ou en moins se traduirait par une variation de même sens du résultat opérationnel d'environ € 0,45 million.

Sensibilité du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel aux variations des cours des devises

La société a établi ses scénarios 2014 sur la base de parités arrêtées au 1^{er} février des devises dans lesquelles le Groupe réalise son chiffre d'affaires, notamment \$ 1,35 / € 1.

Compte tenu de la part estimée du chiffre d'affaires et des dépenses réalisées en dollar ou dans des devises corrélées au dollar, une appréciation de l'euro de 5 cents par rapport au dollar sur l'ensemble de l'exercice (soit \$ 1,40 / € 1) se traduirait par une diminution mécanique du chiffre d'affaires 2014 d'environ € 3 millions et du résultat opérationnel de € 1,6 million. A l'inverse, une baisse de l'euro de 5 cents (soit \$ 1,30 / € 1) se traduirait par une augmentation du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel des mêmes montants.

En complément des fluctuations par rapport au dollar et aux devises qui lui sont fortement corrélées, l'euro enregistre des variations de sa parité avec les autres devises, mais ces variations sont le plus souvent hétérogènes, dans leur sens (à la hausse ou à la baisse) comme dans leur ampleur.

Ainsi, l'hypothèse théorique d'une appréciation de l'euro de 1 % par rapport à l'ensemble des autres devises dans lesquelles la société réalise son chiffre d'affaires, conduirait à une diminution mécanique complémentaire du chiffre d'affaires de € 0,2 million et du résultat opérationnel de € 0,1 million. A l'inverse, une baisse de l'euro de 1 % conduirait à une augmentation complémentaire du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel des mêmes montants.

A la date du présent rapport, la parité est de \$ 1,27 / € 1.